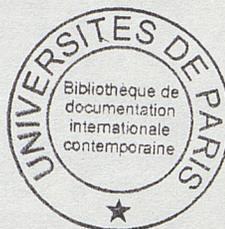


bulletin hebdo



LE PROCESSUS ELECTORAL SE DEROULE BIEN SELON RICHARDSON

Par Sergio Ferrari

Managua, 17 janvier (ANN). Les élections nicaraguayennes auront deux "super-juges" reconnus par la communauté internationale: les journalistes et les observateurs internationaux. Parmi ces derniers, la mission de l'OEI et celle de l'ONU pour la vérification électorale (ONUVEI), qui sont au Nicaragua depuis le milieu de l'année dernière, auront un rôle particulièrement important pour la validation du processus.

Elliot Richardson, ancien ministre de la justice des gouvernements Ford et Nixon, conseiller du président Carter lors de la troisième conférence sur les droits maritimes, homme politique influent dans les sphères du pouvoir aux Etats-Unis et représentant personnel du secrétaire général de l'ONU pour la vérification des élections au Nicaragua, apparaît comme l'homme-clé pour ce qui est de la crédibilité du scrutin et la reconnaissance de ses résultats. Il a accepté de répondre aux questions de l'ANN lors de son second séjour au Nicaragua, du 10 au 16 janvier.

Richardson a tenu à informer que, contrairement aux rumeurs qui avaient circulé, l'UNO ne se retirera pas des élec-

tions. Il a en outre exprimé sa conviction que le gouvernement des Etats-Unis ne fera pas pression pour que la coalition de droite abandonne la course. Mais l'entretien a eu pour thème principal l'évaluation des élections et leur signification pour l'avenir. Pour l'observateur de l'ONU, "le processus marche bien".

ANN: Que faudrait-il pour que la communauté internationale considère que les élections sont légitimes?

E.R.: J'estime que trois éléments pourraient convaincre de la validité des résultats: une atmosphère sans joutes politiques enflammées, sans désordres ou conflit de type civil; l'adoption de mesures pour prévenir toute tentative de fraude et susceptibles d'assurer la confiance de la population; enfin, le plus de justice et d'équité possibles en ce qui concerne l'accès aux médias.

ANN: Y a-t-il eu des progrès dans ce sens?

E.R.: En ce qui concerne l'atmosphère, il y a eu des progrès depuis le "Choc" de Masatepe (voir bulletin no 183). Si ça continue comme ça, ce point sera correct. Pour ce qui est d'empêcher la fraude, tout un travail est fait sous la di-

rection du conseil électoral suprême. On nous a informé de plans destinés à renforcer la confiance des citoyens. Il est essentiel que les représentants des partis soient bien formés pour jouer leur rôle dans les bureaux de vote. Il n'y aura pas assez d'observateurs internationaux pour couvrir tous les bureaux.

Quant à l'utilisation des médias, il y a eu des progrès dans les radios et la télévision d'état, bien qu'il y ait encore des choses à améliorer. On nous a signalé que le gouvernement prendrait quel-

SOMMAIRE

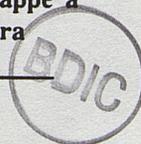
Pérestroïka et changements dans les pays de l'est, une analyse d'Henry Ruiz

Un entretien avec Sergio Ramirez

Un Cristiani pour le Honduras ?

Les indigènes en Amérique centrale. Guatemala: Du mythe à la guérilla

Le président Ortega échappe à une embuscade de la contra



60 P 11481

ques avantages dans l'utilisation des médias et de l'infrastructure de l'état.

ANN: Pensez-vous qu'à l'étranger on comprenne la spécificité de ces élections, dont le but est d'en finir de façon politique avec une guerre qui dure depuis neuf ans?

E.R.: Ces élections pour lesquelles un état souverain indépendant fait appel à des organismes internationaux comme observateurs n'ont pas de précédent et je crois que leur signification et leur importance sont comprises mondialement. Nous sommes ici car nous pensons qu'elles peuvent véritablement être une clé pour la reconstruction nationale, une base sur laquelle asseoir la confiance internationale, pour assurer les investissements de capitaux étrangers. Convaincre que le verdict électoral est juste, s'entendre avec l'opposition après les élections, établir un authentique pluralisme démocratique dans lequel l'opposition joue un rôle réel et respectable, voilà qui permettra au Nicaragua d'établir cette base.

ANN: Les élections, en plus de créer un climat de reconstruction, peuvent contribuer à la solution de la crise centraméricaine. Si le processus électoral se poursuit ainsi, quelle sera l'attitude de l'administration étatsunienne en ce qui concerne l'avenir du Nicaragua?

E.R.: Les élections peuvent jouer un rôle essentiel en ce qui concerne la paix et la prospérité; il n'est pas exagéré de le dire. Mais pour cela il faut qu'elles soient justes et limpides non seulement pour les observateurs étrangers mais aussi pour les perdants de l'intérieur, qui vont faire partie du processus de reconstruction et de réconciliation. Le soutien financier arrivera seulement si les élections sont libres et si le pays est capable de s'unir.

ANN: Pensez-vous que la présence de l'ONUEN aide à résoudre la problématique nicaraguayenne?

E.R.: L'ONUEN a fait une série de suggestions et de propositions qui ont contribué, par exemple, à réduire la violence dans la campagne électorale. L'acceptation de nos démarches nous stimule. Nous avons été chaleureusement accueillis au Nicaragua, bien que nous soyons étrangers; nous avons eu accès à tout et on nous a offert toutes les facilités pour rencontrer tout le monde.

PERESTROIKA ET CHANGEMENTS DANS LES PAYS DE L'EST: UNE ANALYSE D'HENRY RUIZ

Par Luis Hernández, Repris de *Barricada*

Managua, 15 janvier. (ANN/Barricada) Le ministre de la coopération extérieure, le commandant Henry Ruiz, considère les profondes transformations qui s'opèrent dans les pays socialistes d'Europe un phénomène révo-

lutionnaire. Il estime qu'il était nécessaire de rénover les vieux modèles qui ont causé l'immobilisme technologique et politique dans ces pays.

Le dirigeant sandiniste s'oppose aux mauvais prophètes qui annoncent la fin du socialisme et déclare: "Je ne mets pas en doute les doctrines mais les hommes politiques. Souvent nous ne sommes pas capables de voir au sein du peuple les contradictions porteuses de progrès qui obligent à changer les méthodes de direction politique".

Il précise qu'au Nicaragua le contact direct avec le peuple et l'attention apportée à ses problèmes constituent une méthode qui a renforcé le processus révolutionnaire, malgré les difficultés causées essentiellement par l'agression.

Analysant le mouvement enveloppant et rénovateur qui se produit dans les pays de l'est, le commandant Henry Ruiz déclare que le socialisme est un système qui, comme les autres, se développe de façon inégale; les pays plus développés ont connu une politique distincte et les contradictions à l'intérieur même du camp socialiste ont, à un moment donné, imposé des changements.

Il ajoute: "L'URSS, notre plus cher allié, est le pays qui comprend le mieux la situation mondiale; il a souffert d'une bureaucratie excessive et d'une hypercentralisation, en contradiction avec la théorie de la démocratie populaire. Nous en étions bien conscients".

LA PERESTROIKA: UNE NECESSITE

Henry Ruiz explique que ces circonstances historiques n'ont pas été maîtrisées à temps et qu'il s'est créé un type de direction politique qui a influencé le développement social en tombant dans l'immobilisme. "Le manque de renouvellement des cadres, alors que le monde changeait, n'a pas permis la mise en place d'une dynamique en accord avec le monde contemporain" déclare-t-il.

H. Ruiz fait remarquer que l'URSS était bien avancée dans la recherche scientifique mais avait pris du retard dans l'application des sciences et des techniques, qui détermine le profil d'une société: "L'URSS est alors épuisée, c'est un pays développé qui devient techniquement un pays sous-développé. Nous ne devons pas nous laisser leurrer par les fantastiques avancées technologiques des soviétiques - ils furent les premiers à envoyer un homme dans l'espace - ni par la réalité économique, ou par la capacité d'exportation d'un pays en voie de développement".

Pour le commandant Ruiz, la pérestroïka "a saisi tous ces problèmes et en a tiré une doctrine. C'était le point de départ d'une rénovation qui utilise une méthode démocratique permettant la participation active des masses".

"La pérestroïka, signale-t-il, jette par dessus bord les vie-

ux procédés qui ont épuisé la richesse de l'URSS, car ils n'étaient valables qu'à une certaine époque. Tandis que la pérestroïka fonctionne ainsi offrant de nouveaux espoirs au monde, d'autres contradictions éclatent à l'intérieur du pays, par exemple celle des nationalités qui n'étaient toujours pas réglée quand Gorbatchev a fait prendre un virage décisif à la politique du pays.

LES MASSES A LA TETE DES CHANGEMENTS

Le commandant Henry Ruiz analyse également la participation massive du peuple à ces mouvements rénovateurs. Il reprend le cas de la RDA dont les anciens dirigeants ne se sont pas rendus compte que le monde changeait et que les masses sont les protagonistes de ce changement. Il rappelle qu'après la dernière visite de Gorbatchev à Berlin, il y a eu des manifestations publiques, mais les dirigeants ont dit qu'il ne se passait rien et que c'était artificiel. La pensée complexe de la doctrine marxiste a été réduite à une analyse simpliste. On peut en voir les résultats.

Henry Ruiz déclare: "Dans la théorie socialiste, l'homme est fondamental, mais l'individu a aussi un rôle à jouer: à chacun selon son travail. Ce principe n'a pas été respecté. On ne peut pas nier que certains ont plus de talents que d'autres. Dans ce système, l'égalité primait au détriment des talents qui auraient pu bénéficier à la société.

"Je ne doute pas du socialisme; je n'ai pas besoin de nouveaux outils pour interpréter le cours de l'histoire - c'est une opinion toute personnelle. Je pense que le marxisme est encore valable. Les scientifiques n'ont pas eu la possibilité de mener leurs recherches avec une mentalité de scientifique dans un tel système, le problème vient de là. C'est pourquoi ce qui est nouveau nous inquiète, tout comme s'inquiètent les chercheurs en sciences naturelles" affirme Henry Ruiz.

"Dans le socialisme, les masses impulsent le cours de l'histoire. J'en suis ravi. Cela garantit la crédibilité du marxisme, sans l'aliéner. Il n'est pas question de dirigeants mais des masses, même si parfois elles cherchent un dirigeant. Les communistes devront démontrer qu'ils sont les meilleurs, qu'une avant-garde ne peut dormir sur ses lauriers".

Le commandant rappelle que des personnalités comme Gorbatchev ou d'autres dirigeants viennent du système socialiste. Les prophètes qui annoncent la catastrophe pour le socialisme peuvent se demander comment de tels dirigeants peuvent exister. Ils sont la preuve que cette société leur a permis de se former politiquement et idéologiquement.

LES EFFETS SUR LES REVOLUTIONS

Pour H. Ruiz, "les pays du Tiers-monde doivent se féliciter des nouvelles propositions politiques évoquées. Cela

ne signifie pas une paralysie des mouvements révolutionnaires - les révolutions n'ont jamais cessé par manque de méthode. C'est un enseignement de l'histoire. Un jour c'est la lutte armée, le lendemain le combat parlementaire et le jour suivant la stratégie politique, mais jamais elles ne s'arrêtent."

"Les changements en Amérique latine ne peuvent pas être arrêtés. Ils viendront soit des capitalistes pour sauver un certain système de développement, avec une exploitation différente, plus distributive, moins capitaliste, plus moderne, soit des masses pour aller vers une autre voie. Je ne crois pas que la pérestroïka va décourager les révolutions. Nous sommes devant l'obligation de chercher de nouvelles méthodes pour réaliser des transformations. La vraie conquête sera de gagner les masses pour qu'elles impulsent ces changements" précise H. Ruiz.

Il ajoute: "Il ne s'agit pas de laisser les gens dans l'anonymat mais d'écouter leur opinion. C'est la conception d'Engels. Il disait qu'il fallait voir dans chaque homme un Michelange ou un Rafael. Cela ne veut pas dire voir dans chaque homme un artiste de renom mais voir un créateur. C'est à ce genre de société qu'on aspire et je crois que le socialisme offre ces possibilités."

LE CAS DE LA POLOGNE

Henry Ruiz explique que dans le cas de la Pologne, avec un gouvernement non communiste, il n'y a pas d'ébauche de retour au passé, car le problème n'est pas le bon plaisir de deux ou trois dirigeants, ce sont les masses bien politisées qui ont le pouvoir. "Il faut bien voir qu'il existe une propriété d'état et personne n'a réclamé le transfert de la propriété sociale vers le privé, alors que c'est un élément essentiel pour réaliser des changements conduisant au capitalisme" démontre-t-il.

Henry Ruiz souligne que la présence de Solidarité est une preuve pour le socialisme dans ce pays: quand un régime prend une certaine voie, il peut être remis en cause, mais selon l'orientation choisie par les masses. "Faire autrement serait revenir au fascisme et cela n'est plus possible de nos jours. En Pologne, les forces vives sont en mouvement et même le POUP, le parti des communistes, cherche à rénover sa pensée et ses méthodes pour jouer un rôle protagoniste dans cette société."

Services offerts par l'ANN:

- en espagnol: dépêches quotidiennes sur un thème de votre choix: élections, Eglise, exportations, Panama, El Salvador,

- en français et en allemand: 45 numéros du bulletin hebdomadaire

UN ENTRETIEN AVEC SERGIO RAMIREZ

Managua, 5 janvier (ANN). Sergio Ramirez, vice-président de la République, a accordé une entrevue à l'hebdomadaire d'opposition *La Crónica*. Il y analyse la signification de l'intervention étatsunienne au Panama, les changements intervenus en Europe de l'Est et la situation nicaraguayenne. Nous publierons le long texte de cet entretien en deux parties, dont nous vous offrons la première aujourd'hui.

La Crónica: L'invasion du Panama a-t-elle déséquilibré les relations internationales en Amérique centrale?

Sergio Ramirez: Elle a fait plus que cela: Ce sont les relations des Etats-Unis avec l'Amérique latine dans leur ensemble qui sont affectées. On peut s'en rendre compte à travers la réaction du gouvernement péruvien, qui a décidé de rappeler son ambassadeur à Washington, ou les déclarations du gouvernement colombien qui ont été très dures. Le Chili et le Brésil ont eu des réactions semblables. Tout cela dénote un profond rejet de la politique interventionniste que les Etats-Unis mènent en Amérique latine.

Le problème réside dans la répétition de cette politique. C'est le même film qu'en 1910-1912. Indépendamment du personnage de Noriega, les Etats-Unis se comportent comme le gendarme international. Ils veulent décider de ce qui doit ou non arriver dans un pays. A mon avis, c'est cela qui fait des dégâts importants dans les relations des Etats-Unis avec l'Amérique latine.

La détérioration de celles-ci est plus évidente si on les replace dans les perspectives ouvertes par les nouvelles relations des Etats-Unis avec l'URSS. Elles ont fait naître l'espoir que les relations inter-américaines pourraient être modifiées. On attendait une espèce de pérestroïka, une nouvelle politique qui aurait introduit un nouveau type de relations permettant à chaque pays de s'organiser comme il l'entend et aller vers la consolidation de la démocratie sans ce type d'ingérence brutale. La destruction de cet espoir me semble la conséquence la plus grave qu'ait entraîné l'invasion du Panama, parce que nous sommes revenus au point de départ et tous les progrès qui avaient pu être réalisés ont été balayés.

La Crónica: Comment expliquez-vous que les Etats-Unis n'aient pas renouvelé leur politique?

S.R.: La mentalité politique n'a pas encore changé aux Etats-Unis, comme cela s'est produit en URSS. L'URSS est à la tête d'un changement important de modèle politique, mais en plus elle tente de construire un nouveau type de relations internationales non seulement avec ses alliés mais aussi sur un plan global. Cela implique évidemment un changement de mentalité. Rien de tel aux Etats-Unis, comme le prouve l'intervention au Panama.

Pour avoir une influence réelle en Amérique latine, pour être crédibles, ils devraient changer de mentalité et surtout appliquer une autre politique.

Mais en menant une politique comme celle qui a été décidée dans le cas du Panama, ils ne font qu'augmenter les tensions. Au Nicaragua, nous voyons les événements du Panama comme un exemple de ce qui pourrait nous arriver. Nous sommes convaincus qu'il ne s'est pas produit de changement de fond aux Etats-Unis, que les conditions pour un nouveau type de relations avec eux n'existent pas; or, comme le disent les étatsuniens eux-mêmes, pour danser le tango il faut être deux. Notre volonté de détente n'est pas suffisante à elle seule, il faut que ce soit réciproque. C'est l'inverse qui arrive: les événements du Panama sont un avertissement par lequel les Etats-Unis nous font savoir de quoi ils sont capables. Quand un gouvernement ou un système ne leur plaît pas, ils s'arrogent le droit d'invalider des élections, même si elles ont reçu l'aval de l'OEA ou de l'ONU.

La Crónica: A votre avis, le rôle protagoniste des Etats-Unis est-il affaibli à la veille du XXIème siècle?

S.R.: J'ai l'impression que l'URSS procède à une grande rénovation économique et technologique. Elle avait besoin d'une véritable révolution dans son système politique et dans ses relations internationales pour affronter l'an 2000. Il fallait qu'elle comble l'abîme technologique qui la séparait de pays ayant une industrie de pointe comme le Japon, l'Allemagne Fédérale et les Etats-Unis. Elle a fait dans ce sens des progrès audacieux.

Dans la mesure où les investissements technologiques pour la guerre des étoiles ne sont plus nécessaires, l'on démantèle les systèmes de défense stratégique, ou l'on réduit les forces régulières de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie, l'Europe va connaître la détente. Or les Etats-Unis restent à la défensive, à mon avis pour une raison de poids.

La croissance de leur économie se nourrit du complexe militaro-industriel; dans la mesure où il n'est plus nécessaire de faire de grands investissements dans la technologie militaire ou la fabrication des armes, cette source se tarit. Cela implique que le système économique étatsunien devrait se démocratiser, devrait changer complètement. Cela implique que change aussi leur conception de la démocratie, que ce ne soit plus une démocratie des grands consortiums, des multinationales, des lobbies, mais une démocratie de plus grande participation.

Les Etats-Unis doivent aussi modifier leur mission et leur politique en Amérique latine. Ils ne peuvent plus prétendre imposer leur conception de la démocratie aux latino-américains. Les élections au Paraguay n'ont pas représenté une démocratisation, pas plus que le changement de gouvernement au Salvador. A l'exception du Nicaragua et du Costa Rica, ce sont les forces armées qui

ont le dessus en Amérique centrale, ce sont elles qui ont le dernier mot. Dans ces circonstances, il faudrait que les Etats-Unis cessent d'interférer dans les processus de démocratisation autochtones, cessent de faire avorter les changements profonds que les peuples veulent mettre en oeuvre. Mais ce n'est pas cela qui arrive. Les Etats-Unis n'appliquent pas de pérestroïka.

A cause de cette inertie, l'URSS, l'Europe de l'Ouest et le Japon, pour des raisons différentes, seront mieux préparés pour affronter la concurrence de l'an 2000. Le Japon a une organisation sociale qui lui permet d'avancer à grands pas sur le plan technologique; son organisation du travail et de la production lui permet de profiter davantage de son développement technologique et son influence est bien établie en Asie du sud-est. L'Europe de l'Ouest a un système de cohabitation sociale et politique plus stable que les Etats-Unis.

L'Europe de l'Est, en changeant de système politique, ne copie pas celui des Etats-Unis, mais s'inspire de celui de l'Europe de l'Ouest.

Quand ces pays, qui étaient auparavant dans l'orbite de l'Union soviétique, se seront réorganisés et seront passés à un système politique ouvert, participatif, avec des élections périodiques, un régime réglementé, ils auront une chance de refaire surface sur le plan économique, à mon avis plus vite que l'URSS parce que celle-ci à un appareil bureaucratique de dimensions extraordinaires, plus pesant et plus difficile à désarticuler. Mais la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est vont refaire surface et dans un délai relativement court vont atteindre une production technologique de pointe, une nouvelle organisation du travail, une plus grande stabilité et une plus grande croissance économique.

Ces changements en Europe de l'Est vont contribuer à l'unité avec l'Europe de l'Ouest. Une Europe unifiée qui fonctionne dans l'harmonie n'aura pas besoin de se défendre d'une soi-disante menace soviétique, puisque l'URSS elle-même demande le démantèlement du pacte de Varsovie et de l'URSS. L'Europe n'aura pas autant intérêt à maintenir une relation avec un allié éloigné comme le sont les Etats-Unis. Evidemment, l'unité européenne ne convient pas aux Etats-Unis si elle implique une diminution de leur hégémonie.

Mais les changements en Europe ne signifient pas la solution des problèmes des pays du Tiers-monde. Ils ne vont pas non plus améliorer la situation économique et sociale des pays qui sont liés aux Etats-Unis. Tant que ces derniers ne modifient pas les termes de la coopération avec l'Amérique latine et le Tiers-monde, nos problèmes vont continuer à s'aggraver: dette extérieure, échange inégal, désaccumulation et fuite des capitaux. C'est pour cela que les tensions entre les Etats-Unis et nous vont se poursuivre. En un mot, je ne crois pas que le Tiers-monde tire un quelconque profit des nouvelles relations entre les Etats-Unis et l'URSS.

UN CRISTIANI POUR LE HONDURAS ?

Par Raul Marín, repris de *Pensamiento Propio* de novembre 1989

Managua, janvier (ANN). C'est le 27 janvier que Rafael Callejas, président du Honduras récemment élu, prendra ses fonctions. Au début de la campagne électorale, la revue *Pensamiento Propio* avait présenté la personnalité politique de celui qui était alors seulement candidat du parti national et aspirait à être le deuxième président centraméricain représentant de la "nouvelle droite", après le salvadorien Alfredo Cristiani.

R. Callejas, invité d'honneur lors de l'investiture d'A. Cristiani, a copié les slogans de sa campagne électorale.

C'était assez pour que ses rivaux du Parti Libéral l'accusent d'être "le Cristiani du Honduras". Il faut dire que les deux hommes ont en commun de défendre les principes du neo-libéralisme à la mode aux Etats-Unis et d'attaquer les programmes réformistes de leurs prédécesseurs. Par ailleurs, tout comme celui du président salvadorien, l'électorat de R. Callejas est composé des secteurs droitiers des zones rurales et de la classe moyenne urbaine.

Ces affinités ont été confirmées par le colonel Ochoa, dirigeant du Parti Arena. Celui-ci a déclaré lors d'une visite à Tegucigalpa: "Ce n'est pas un pêché que des conservateurs cherchent à s'allier avec d'autres conservateurs au niveau centraméricain ou mondial, tout comme le font les communistes ou les démocrates chrétiens".

Cette position a été ratifiée par R. Callejas lui-même quand il s'est rendu au Japon où il a assisté à l'assemblée de l'Union Démocratique Internationale (UDI), aux côtés du vice-président des Etats-Unis Dan Quayle, du premier ministre britannique Margaret Thatcher, du maire de Paris Jacques Chirac et d'autres hommes politiques conservateurs de la région, comme Edward Seaga, de Jamaïque, ou Eugenia Charles, de la République Dominicaine.

C'est justement Margaret Thatcher qui a proposé la candidature de R. Callejas au poste de vice-président de l'UDI représentant l'Amérique latine. L'objectif de l'UDI est d'influer directement sur la politique internationale mais aussi de contribuer à canaliser l'aide entre les 27 partis qu'elle regroupe à travers le monde. C'est ainsi que R. Callejas a pu assurer à son retour: "Si j'accède au gouvernement, nous recevrons l'aide de ces pays amis pour mettre en oeuvre le développement national".

La nouvelle image de la "droite moderne" que R. Callejas tente de promouvoir se voit ternie par quelques contradictions. Il attaque aujourd'hui la planification et les formes économiques des gouvernements antérieurs mais

il a été lui-même directeur du conseil supérieur de la planification en 1972, après le coup d'état du général Arellano, puis ministre des ressources naturelles sous les gouvernements militaires qui se sont succédés de 1975 à 1979. Mauvais points pour un nouveau converti au neolibéralisme.

Le leader conservateur n'hésite pas à ressusciter les fantômes historiques de son parti. Il a récemment affirmé à Comayagua: "Tout comme cela est arrivé au général Carias, nous allons hériter d'un grand gouvernement qui a appauvri les honduriens".

A San Pedro Sula, son rival Carlos Flores lui a répliqué en rappelant "les temps néfastes de la dictature de Carias". En vérité, le général Tiburcio Carias, fondateur du Parti National, est arrivé au pouvoir par un coup d'état en 1933 et n'en est parti qu'en 1948 après avoir installé à la présidence son candidat officiel.

Cependant, R. Callejas ne pense pas gagner les élections grâce au passé de son parti, mais plutôt avec l'image moderne qu'il essaie de projeter. Le Parti National a menacé de protester dans la rue face au tribunal électoral si celui-ci supprimait la photo des candidats sur les bulletins de vote. Callejas lui-même a averti les paysans analphabètes de Comayagua: "Votez pour moi: je vais voir le jour des élections, je suis le dernier sur le bulletin de vote, avec des lunettes et sans moustache, c'est moi, Callejas".

L'obsession des nationalistes quant à l'image de leur candidat a fait s'exclamer les libéraux que les élections n'étaient pas un concours de beauté. De toute façon, le personnage de Callejas, s'il est attractif d'un point de vue esthétique, a été remis en cause sur le plan moral.

En effet, il y a seulement quatre mois, il a été mis publiquement en cause au sujet du marché noir des dollars provenant de l'aide étatsunienne à la contra nicaraguayenne. Un an avant, un juge, membre du Parti National, avait cité son nom à propos du trafic international de la drogue. Selon ses accusations, les trafiquants lui ont offert un hélicoptère pour sa campagne en échange de sa protection, ce qui fait de lui désormais le seul candidat disposant d'un tel engin pour se déplacer.

PREMIERES DECLARATIONS DE CALLEJAS

Le président hondurien a déclaré lors d'une visite officielle au Mexique, que son investiture, le 27 janvier prochain, sera l'occasion d'un sommet centraméricain. D'autres dirigeants latino-américains seront également présents, comme le président vénézuélien Carlos Andres Perez. Toujours au Mexique, R. Callejas a affirmé que la

contra devait quitter le Honduras le plus rapidement possible. Interrogé sur la question de la paix en Amérique centrale, le leader hondurien a estimé que l'élément essentiel sera les élections nicaraguayennes. Il a affirmé également que jusqu'à présent la campagne électorale jouit de crédibilité et que le pluralisme s'exerce; selon lui, si cette situation se poursuit jusqu'au scrutin, ce sera un élément de stabilité dans la région.

A propos de l'intervention des Etats-Unis au Panama, il a indiqué que "l'usage de la force n'est pas bon pour le développement des institutions démocratiques" et que c'est au peuple panaméen de décider en dernière instance.

Les Indigènes en Amérique centrale

SUITE: GUATEMALA - DU MYTHE A LA GUERILLA.

Par Raul Marín, repris de *Pensamiento Propio*

Managua, janvier (ANN). Le Guatemala compte la plus forte population indigène de toute l'Amérique latine. Plus de 50 % de ses habitants appartiennent à 23 groupes ethniques qui ont conservé, à travers les siècles, leur identité précolombienne. Au-delà des costumes colorés et des rites mystérieux qui attirent les touristes se cache une autre réalité: les indigènes appauvris des montagnes constituent le maillon indispensable au bon fonctionnement de l'économie d'agro-exportation guatémaltèque.

Dans les années 80, le tourisme chute au Guatemala. L'économie est également quasi paralysée. Les indigènes ont mis à mal l'imagerie folklorique et se sont intégrés massivement à la guérilla. Les campagnes anti-insurrectionnelles les plus violentes n'ont pas réussi à faire reculer d'un pas cette révolte indigène, la plus importante de toute l'Amérique latine d'aujourd'hui.

Les magnifiques vêtements typiques des indiens guatémaltèques datent de la conquête; ils ont été imposés afin de distinguer les paysans attribués aux conquérants comme partie intégrante de leur "encomienda" (propriété en terres et en hommes donnée aux colons espagnols, ndt). Les "confréries", noyaux hiérarchiques de l'organisation communautaire indigène, sont de même imposées par l'église catholique dans le but de collecter de l'argent pour financer les fêtes et autres nécessités ecclésiastiques.

Décor d'une histoire tragique de soumission et de révolte, ces coutumes fastueuses, qui ne proviennent en rien des traditions précolombiennes mais du modèle imposé par le colonialisme, représentent une charge supplémen-

taire pour l'économie de survie des indiens.

Les traditions authentiques des indigènes attirent moins la curiosité des touristes, telle leur conception de la terre, centre de la vision Maya de l'univers. Les indigènes privés de leurs terres ne se sont pas seulement vus retirer leur ressource économique mais l'espace essentiel à leur développement en tant qu'individu et en tant que communauté.

Au début, les espagnols soumettent les indigènes sans détruire totalement leur relation à la terre. L'intérêt économique de la couronne réside dans l'exploitation des ressources agricoles, il est donc indispensable de maintenir une main-d'oeuvre et, en partie, son organisation sociale basée sur l'agriculture. Cette nécessité coloniale de préserver certaines structures indigènes explique, entre autres facteurs, la survivance de la culture indigène, fondée sur la propriété et l'exploitation collective des terres, la culture du maïs ainsi que les faibles différenciations sociales.

L'ENTREE DANS LE DEVELOPPEMENT

Avec l'intégration de l'économie guatémaltèque dans le marché mondial les structures féodales se décomposent rapidement. Les indigènes se voient spoliés de leurs terres communales, relégués sur de petites parcelles avant d'être obligés de contribuer à la construction du nouvel état libéral. Jusqu'en 1944, il existe au Guatemala un décret "contre l'oisiveté" obligeant à travailler gratuitement dans les entreprises publiques tous les indigènes sans terres ne pouvant prouver qu'ils travaillent plus de 20 jours par mois pour un patron. Un autre décret accorde l'impunité à quiconque tue une personne pénétrant dans sa propriété. Les grands domaines ruraux communautaires sont considérés patrimoine national et pratiquement offerts aux colons européens pour qu'ils y introduisent la culture du café.

Avec le début du 20ème siècle, le processus de décomposition des structures indigènes s'accélère. L'économie traditionnelle d'exportation fondée sur l'hacienda, ou grande propriété coloniale avec son armée de domestiques et de paysans, fait place à une nouvelle forme d'entreprise agro-industrielle qui utilise un prolétariat rural migrant employé à la saison dans les grandes exploitations de la côte.

Dans l'altiplano, les communautés indigènes restent concentrées sur de petites parcelles pauvres et insuffisantes à leur subsistance et se convertissent en main-d'oeuvre saisonnière pour les récoltes de café, de coton et de canne à sucre, base de l'économie guatémaltèque.

L'introduction brutale de formes de production capitalistes bouleverse le mécanisme de domination sophistiqué mis en place par les conquérants. Les relations de dépendance au sein de la communauté ethnique disparaissent avec le travail saisonnier. L'unique relation entre le

grand propriétaire de la côte et les indigènes qu'il emploie est le salaire.

Ces nouvelles relations économiques n'entraînent aucune amélioration des conditions de vie des indigènes. La société guatémaltèque moderne s'organise autour d'une conception inhumaine des indiens fondée sur le mépris raciste et le paternalisme. L'existence d'une population indigène majoritaire est vécue comme une menace par la minorité dominante, consciente que sa prospérité repose sur des structures racistes et féodales. A juste titre, car l'histoire du Guatemala est faite de révoltes indigènes, plus de quinze depuis 1871, lorsqu'ont commencé les spoliations de terres et la répression sanglante.

CONTRE-INSURRECTION ET GENOCIDE

L'incorporation massive des indigènes à la guérilla à la fin des années 70 a surpris l'armée, qui pensait l'avoir démantelée définitivement dans les années 60. Aujourd'hui, pour justifier les campagnes militaires lancées depuis 1980, l'armée reconnaît que plus de 250 000 indiens s'y sont intégrés.

Présentées comme une réponse aux problèmes de sécurité nationale, de défense de l'état et de la patrie contre un "communisme importé", les campagnes anti-insurrectionnelles ont un caractère de férocité et de racisme tel qu'elles sont rapidement qualifiées de génocide par les observateurs étrangers. Des anthropologues ayant étudié les structures hiérarchiques et communautaires traditionnelles servent de conseillers aux militaires, qui élaborent un système répressif complexe pour en finir avec la guérilla. Des villages sont rasés, leur population assassinée, les survivants parqués dans des "villages modèles", obligés à travailler pour l'état et à collaborer régulièrement avec l'armée dans les "patrouilles d'auto-défense civile".

Une économie de survie tente de se reconstruire, de petites parcelles cultivées jouxtent ces villages entourés de barbelés.

LA LUTTE ARMEE

L'armée et les anthropologues qui ont étudié le monde guatémaltèque d'un point de vue conservateur ont voulu présenter l'intégration des indigènes à la guérilla comme une manifestation de leur ignorance et de leur caractère manipulable. Ayant une vision différente, le professeur Jeffrey Paige, de l'Université de Michigan, compare les processus de révolte au Vietnam et au Guatemala: "Le succès de la guérilla au Guatemala dans les années 70 est le reflet des changements profonds survenus dans la structure sociale rurale qui ont créé les conditions d'une mobilisation politique des indigènes. Le conflit résulte fondamentalement des changements dans l'organisation agraire, spécialement au cours des vingt dernières années: La confrontation d'un prolétariat agricole et des pro-

priétaires terriens, dans une économie périphérique d'exportation, est propice à un mouvement révolutionnaire explosif." La même analyse est exprimée par une des branches de la guérilla, l'armée de guérilla des pauvres: "Au Guatemala, la contradiction ethnico-nationale constitue un des facteurs fondamentaux d'une éventuelle transformation révolutionnaire, dans la mesure où plus de la moitié de la population est indigène et composée, dans sa majorité, de salariés ou semi-salariés."

Un guerillero indigène synthétise ainsi l'apport de son peuple au mouvement de lutte armée: "Nous avons apporté nos propres valeurs à la révolution, le respect de la vie, le sens communautaire, l'organisation et la production collectives, la capacité de conduire et d'orienter nos propres communautés." les indigènes s'intègrent en tant que peuple et non individuellement: "Un fils ne s'incorpore pas seul à la guérilla, il le fait avec l'appui de ses parents, de ses frères et voisins, avec toute sa communauté". Cette guerre guatémaltèque est considérée comme la plus longue, la plus cruelle et mystérieuse de toute l'Amérique latine.

Flash electoral

FORMATION DES ASSESSEURS ELECTORAUX

Managua, janvier (ANN). Vingt délégués des partis politiques qui participeront à la bataille électorale ont suivi la formation des assesseurs électoraux financée par le gouvernement suisse.

Selon Oscar Melendez, du Conseil supérieur électoral de Managua, ces journées de formation auxquelles les observateurs de l'ONU et de l'OEA ont assisté, ont été un succès. Avis partagé par les participants qui vont pouvoir maintenant transmettre aux assesseurs de leurs propres partis les connaissances acquises en ce qui concerne la loi électorale, son application, le déroulement du scrutin, etc. Selon O. Melendez, cette formation représente une nouvelle garantie de la bonne marche du scrutin.

LE PRESIDENT ORTEGA ECHAPPE A UNE EMBUSCADE DE LA CONTRA

Managua, janvier (ANN). C'est entre Quilali et San Juan de Rio Coco, dans le nord, qu'un groupe important de contras attendaient la caravane de Daniel Ortega, qui allait animer un meeting électoral et qui était accompagné de journalistes nationaux et internationaux. Averti par les services de sécurité de la présence de nombreux mercenaires dans la zone, le président n'a pas voulu annuler l'activité. Arrivé pres de l'endroit où se tenait la contra, D. Ortega est descendu de sa voiture, une arme à la main, pour diriger lui-même le dispositif de défense.

La veille, l'armée avait eu plusieurs affrontements avec les mercenaires dans la région qu'allait visiter le chef de l'état.

La contra a essayé de boycotter ses activités politiques en tant que candidat à la présidence en menaçant les paysans. Pourtant, 4 000 personnes l'attendaient dans le bourg de Quilali et plus de 5 000 à San Juan de Rio Coco.

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 505-2-2'44'69 Télécopie 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

JA/PP

8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite